



C'est la reprise pour tous les écoliers et collégiens, à deux semaines des vacances

Paris, 22 juin 2020 (AFP) -

Lundi matin, c'est la reprise pour tous les écoliers et collégiens: un retour en classe souhaité par le gouvernement, qui appelle à avoir "confiance" dans l'institution et espère que le plus d'élèves possible répondront à l'appel.

Malgré le déconfinement mi-mai et la réouverture progressive des établissements scolaires, depuis trois mois de nombreux enfants n'ont jamais repris le chemin de l'école.

Selon les derniers chiffres du ministère, seul 1,8 million d'écoliers - sur un total de 6,7 millions - y sont retournés, mais rarement à temps complet. Au collège, ils sont 600.000 sur 3,3 millions.

Dimanche dernier, le président Emmanuel Macron a annoncé que la reprise se ferait lundi "de manière obligatoire et selon les règles de présence normale", à l'exception des lycées.

Ce retour à la normale est possible grâce à l'allègement du protocole sanitaire, qui encadrerait jusqu'à présent de façon très stricte les établissements.

Désormais, il n'y aura plus de règles de distanciation physique en maternelle. En élémentaire, une distance d'un mètre entre les élèves est simplement recommandée. Et au collège, quand elle n'est pas possible, les élèves devront porter un masque.

La porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye a appelé dimanche les parents "à avoir confiance dans l'institution de l'Education nationale". "Tout est fait pour que leurs enfants soient accueillis en sécurité", a-t-elle insisté.

Plus tôt dans la semaine, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, qui espérait une reprise pour tous avant les vacances, a affiché l'objectif de faire revenir "le plus d'élèves possible".

En fonction des écoles, cela représentera huit ou neuf jours de classe avant les congés estivaux.

"Deux semaines ce n'est pas rien, que ce soit sur le plan pédagogique et psychologique", a assuré M. Blanquer.

Malgré un protocole allégé, cela n'empêchera pas des "difficultés d'accueil dans certains endroits", regrettent plusieurs syndicats.

"On est épuisé par cette période d'ordres et de contre-ordres", grince le directeur d'une école de Rennes.

- "Un peu de rigueur" - "Même si on nous rajoute des élèves, on nous enlève des contraintes", se réjouit à l'inverse la directrice d'un groupe scolaire de la ville. "Cela va aller, même si maintenant il y a aussi toute la rentrée à préparer", ajoute-t-elle.

Pour de nombreux parents, éprouvés par des semaines de télétravail et d'école à la maison, c'est aussi le soulagement.

"A la maison, ça a été compliqué depuis trois mois", témoigne Ghyslain Tinarage, père de deux enfants de 10 et 11 ans, scolarisés dans une école de montagne de Haute-Garonne.

"Ils sont clairement mieux à l'école avec leurs copains, même pour deux semaines. Ça remet un peu de rigueur. Sinon ça leur ferait six mois de vacances et pour récupérer ça derrière, c'est compliqué".

Malgré les messages rassurants du gouvernement et des autorités sanitaires, d'autres familles restent inquiètes et ne remettront pas leurs enfants à l'école lundi.

"Nous avons fait le choix de les garder à la maison et de ne les faire reprendre qu'en septembre", raconte une mère de deux enfants de 4 et 5 ans, scolarisés dans la même école de Haute-Garonne.

"Vu qu'on avait la possibilité de le faire, on a préféré laisser notre place", explique-t-elle.

Malgré le caractère obligatoire de cette reprise, le ministère a laissé entendre qu'il n'y aurait pas de sanctions envers les familles récalcitrantes.

L'absentéisme pourrait notamment être important parmi les collégiens, anticipe Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN, premier syndicat des chefs d'établissement.

"Les conseils de classe sont terminés, dans certains endroits les manuels ont été rendus", souligne-t-il.

"De nombreuses familles ne prendront pas le risque de renvoyer leurs enfants au collège" pour cette reprise qui pourrait, selon lui, ne pas être "massive".



PAYS :France
SURFACE :93 %
PERIODICITE :Quotidien



► 22 juin 2020 - Edition Fil Gen

burs-ito/blb/ao

Afp le 22 juin 20 à 04 00.